



Saint-Ouen

Epinay-sur-Seine

L'Île-Saint-Denis

La Plaine-Saint-Denis

Quartier Pleyel

© Assemblée nationale-2016

## BRUNO LE ROUX, *votre député*

Madame, Monsieur,

Alors que notre pays a dû faire face à nouveau à de terribles actes terroristes, parce que des tensions et des inquiétudes existent encore dans notre société et dans nos quartiers, alors que l'Union Européenne est aujourd'hui à la croisée des chemins, après la décision du peuple anglais de la quitter, je souhaite aujourd'hui m'adresser directement à vous.

Je veux vous dire comment je vois les choses, la réalité de notre action et la force des convictions qui nous animent et qui fondent notre engagement.

Permettez-moi aussi de vous dire ce que j'ai sur le cœur.

[www.brunoleroux.org](http://www.brunoleroux.org)

Je suis votre député pour la 1<sup>ère</sup> circonscription de Seine-Saint-Denis, qui représente Saint-Ouen, Epinay-Sur-Seine, L'Île-Saint-Denis, La Plaine Saint-Denis et le quartier Pleyel. Je suis un enfant de la Seine Saint-Denis. J'ai grandi ici, j'y ai fait mes études, j'ai travaillé dans le département. J'ai vécu à Epinay, aujourd'hui à Saint-Ouen. J'aime ce territoire. Ce n'est pas le plus facile, le plus tranquille de France – il faut dire les choses comme elles sont – mais c'est un territoire attachant, un des plus attachants que je connaisse. Plein de vitalité, de dynamisme, de surprises, de potentiel. On y côtoie parfois le pire – c'est vrai, il ne faut pas le nier – mais aussi, et plus souvent que l'on ne le croit, le meilleur. La Seine-Saint-Denis, c'est toute ma vie.

Depuis des années et des années, depuis que je suis élu en fait, régulièrement, je me rends dans une école ou un collège pour parler d'éducation civique avec les élèves. Quand je vois la pertinence des questions des enfants, la justesse de leurs observations et surtout leur désir de comprendre et leur soif d'agir, je me dis toujours que les choses vont aller mieux et qu'il n'y a aucune raison de baisser les bras.

En tant que député, j'ai connu la majorité et j'ai connu l'opposition. La majorité sous le gouvernement de Lionel Jospin et puis l'opposition pendant dix ans. Dix longues années, où nous rongions notre frein, attentifs à protéger notre territoire autant que nous le pouvions contre les agressions et les mauvais coups portés contre lui par la droite. Sous Jospin, nous étions enthousiastes. Nous étions sûrs de participer à de grandes réformes. De bien agir.

Il y a quatre ans, lors de l'élection de François Hollande à la présidence de la République, nous avons le même enthousiasme mais cela n'a pas duré. Même pas le temps d'un été ! La crise était là. Souvenez-vous : tout de suite, avant même que nous ayons fait quoique ce soit un tombeau de critiques nous est tombé dessus. Les journaux appelaient cela "le Hollande basching", "le French basching". Et puis, très vite, à

l'Assemblée nationale, comme si cela ne suffisait pas, nous nous sommes nous-mêmes divisés. Le sujet ? La compétitivité de notre pays et de son industrie. L'objet ? Le rapport Gallois, qui montrait l'étendue de la perte de performance de nos entreprises et la nécessité de réagir fortement. La mesure mise en cause ? Le CICE. Le Crédit Impôt Compétitivité Emploi, dont certains estimaient que cela ne faisait pas partie de l'ADN de la gauche que de se préoccuper de la santé de nos entreprises. Au sein du groupe que je préside, ceux qui n'étaient pas d'accord ont voulu exacerber les divergences, quitte à marquer contre leur camp. Cela a ajouté de la confusion à la confusion et les Français ont commencé à se dire : « mais à quoi ils jouent ces responsables politiques, alors que le chômage est toujours là, que c'est dur pour les jeunes de démarrer dans la vie, que tout semble aller à vau-l'eau ? A quoi ils jouent ? ». Et c'est pour cela que je vous écris. Parce que je ne joue pas et que j'ai toujours eu à cœur de bien vous représenter.

Au bout de quatre ans, je trouve qu'il y a quelque chose d'injuste dans ces avis à l'emporte pièce. Moi, je n'ai pas honte de ce que nous avons fait. J'en suis fier même. Bien sûr, tout n'est pas facile, certaines politiques demandent plus de temps que nous l'avions imaginé pour faire apparaître leurs premiers résultats, il reste beaucoup à faire - qui dirait le contraire ? Je ne me plains pas de l'impatience des Français, elle est normale. Vous êtes toutes et tous en droit d'attendre de vos élus qu'ils vous rendent des comptes - qui vous donnerait-tort ? Mais pour autant, pourquoi ne jamais parler de ce qui va ? De ce qui marche ? De ce qui commence à marcher ? De ce qui va mieux ?

Et pourquoi aussi, toujours entretenir la confusion, quand ce n'est pas de la désinformation ?

Prenons la loi travail par exemple, la loi El Khomri puisqu'elle est dans l'actualité. Je veux vous dire ce qu'il en est vraiment.

La loi Travail  
pose  
les fondements  
de la sécurité  
sociale  
professionnelle

D'abord, j'ai une certitude : cette loi est une loi de progrès social, qui s'inscrita comme telle dans les années qui viennent. On parlera de la loi El Khomri comme on parle des lois Aubry sur les 35 heures et comme on a parlé hier des lois Auroux sur le dialogue social. Avec ce texte, nous sommes dans la même ambition transformatrice, la même énergie, la même volonté.

Première chose : **cette loi prend acte de ce que j'appellerais le nouvel âge du travail**. En un siècle, la part consacrée au travail dans la vie de chacun d'entre nous a considérablement diminué. 30% des salariés travaillent en horaires décalés. L'âge moyen du premier CDI se situe entre 26 et 28 ans. L'essentiel des nouvelles embauches se concluent en CDD. La multi-activité se développe. Le monde du travail d'aujourd'hui est donc profondément différent de celui que nous avons connu auparavant. Il est même en pleine mutation. Et cela va très vite. L'arrivée des nouvelles technologies et la révolution numérique bousculent les cadres que nous connaissions jusqu'alors. Mais pour autant, depuis plus de trente ans, nous faisons tous comme si rien n'avait véritablement changé et de fait notre pays a laissé s'installer un chômage de masse, qui s'inscrit comme une singularité française.

La loi travail entend répondre aux troubles et aux difficultés que génère cette mutation. **Elle pose les fondements de la sécurité sociale professionnelle**. Face à la fragmentation de vie, elle met en place le compte personnel d'activité. C'est une révolution en soi : attacher des droits à la personne et non pas seulement à son statut. Qui aujourd'hui et qui demain pourrait contester ce progrès social majeur ? **La loi offre aux jeunes en difficultés une garantie d'accompagnement**, à travers la généralisation de la garantie jeune, ouverte aux 16/25 ans sans qualification et sans emploi. Qui aujourd'hui et qui demain pourrait contester un tel dispositif et la nécessité de cet accompagnement ?

On a beaucoup parlé du 49.3. De passage en force, de déni de démocratie, des droits du parlement bafoués, que sais-je encore ? Dans certains cortèges, certains parlent même de dictature ! C'est dire le sens de la mesure qui est le leur ! Disons les choses clairement : **il y a à l'Assemblée nationale, sur certains textes, une convergence entre ceux qui veulent que rien ne bouge et ceux qui veulent supprimer toutes les règles.** Le recours au fameux 49.3, s'explique ainsi. Pour autant, malgré cette procédure, les parlementaires ont pleinement été entendus : près de huit cents amendements ont été intégrés au terme de plus de 50 heures d'examen en commissions et en séance. Le débat a bel et bien eu lieu et le travail parlementaire n'a pas été jeté au panier. Loin s'en faut. **Le texte adopté - il faut le savoir - est le texte que nous avons remodelé et considérablement enrichi.** Il est équilibré et nourri. Résultat : les Très Petites Entreprises bénéficient de seuils spécifiques en matière de définition de licenciement économique. Ce n'était pas le cas dans la version initiale. Autre résultat : le crédit du compte personnel de formation est multiplié par deux pour les personnes sans qualification. Ce n'était également pas le cas dans la première version. Résultat encore et ce n'est pas rien : le motif économique du licenciement ne sera plus apprécié au niveau national mais bel et bien au niveau européen et mondial. Un amendement est venu corriger la première rédaction. Résultat – je continue : le départ d'un salarié qui ne souscrirait pas aux accords offensifs conclus dans son entreprise est requalifié en licenciement économique ; le recours aux travailleurs détachés est mieux contrôlé ; les travailleurs saisonniers sont mieux protégés ; la lutte contre le sexisme au travail et contre les discriminations dont sont l'objet les femmes est renforcée. Je pourrais poursuivre : une lecture attentive du projet de loi permet une comptabilité précise des progrès sociaux qu'elle permet. Et ils sont nombreux. Sachez encore que tout ce qui se dit n'est pas vrai. Il est faux de dire que cette loi supprime la majoration des heures supplémentaires ! Il est faux de dire qu'elle remet en cause les CDI, les 35 heures. Il est faux de dire qu'elle réduit les congés en cas de décès d'un proche, d'un mariage ou d'une naissance !

Cessons les faux débats, les mensonges et les approximations !

**Deuxième apport important de la loi : le développement du dialogue social.** Depuis quatre ans, nous n'avons cessé de renforcer le dialogue entre partenaires sociaux, de les replacer au cœur de la vie économique et sociale de notre pays. Contrairement à la droite, nous ne sommes pas pour la disparition des corps intermédiaires, pour leur marginalisation. Notre pays a besoin de syndicats, de forces organisées et si nous devons avoir un regret, ce serait de devoir constater que le taux de syndicalisation est faible dans notre pays. Beaucoup trop faible.

Depuis quatre ans, toutes les grandes réformes sociales que nous avons conduites l'ont été après concertation avec les partenaires sociaux. Je pense à la loi de sécurisation de l'emploi, à celle sur la formation professionnelle, à celle sur les retraites. A chaque fois, nous avons sollicité les partenaires sociaux pour faire émerger le compromis social qui permette à notre pays d'avancer. Il ne faut pas s'y tromper : notre pays n'est pas de tradition libérale mais il n'est pas non plus de tradition sociale-démocrate, même s'il y aspire : il n'en a ni la culture, ni les structures. C'est précisément sur cette culture sociale-démocrate et sur les cadres de la démocratie sociale et du compromis social que nous agissons depuis le début du quinquennat. Nous voulons sortir de cette culture de l'affrontement et de la défiance généralisée, sans naïveté bien sûr et sans nier et les rapports de force et les intérêts parfois divergents, qui peuvent s'exprimer au sein d'une entreprise. Mais, notre volonté politique est de faire de l'entreprise un lieu où le dialogue, le compromis et l'accord majoritaire permettent le développement de l'outil de travail et la création d'emplois. Notre pays sera plus productif, plus inventif, plus confiant et entreprenant si le dialogue s'instaure à tous les niveaux. C'est une révolution culturelle qu'il s'agit de conduire et pour le patronat, qui trop souvent régresse de ce point de vue-là et pour les syndicats de salariés, qui ont une opportunité formidable à saisir. C'est cela aussi la loi El Khomri : avec cette loi, nous insufflons du dialogue

et de la négociation sociale dans toutes les entreprises ; nous donnons une place aux syndicats là où il n'en avait aucune et nous renforçons leur moyens. Dans quelques années, le paysage social s'en trouvera bouleversé et on reconnaîtra certainement le courage de François Hollande d'avoir engagé ce texte de loi.

Madame, Monsieur, notre pays a tout pour réussir : des citoyens formés, intelligents et créatifs, des infrastructures, des inventeurs et des brevets, un art de vivre que la planète nous envie souvent, des métropoles attractives. Il ne lui manque qu'une chose : la confiance. La confiance en lui même et la confiance entre celles et ceux qui font son développement et son avenir. La confiance ne se décrète pas, certes mais elle se suscite, elle s'encourage, elle se sollicite. C'est ce que nous faisons. Et c'est essentiel, croyez-moi.



Notre bilan  
vaut celui  
de Jospin  
ou de  
Mitterrand !

Il faut se rappeler les choses quand même ! En 2012, notre pays était considéré comme au bord de la faillite. Il était la cible des marchés financiers. Le coût de notre dette publique devait exploser. Notre capacité à emprunter devait totalement disparaître. On ne parlait que des agences de notation. Vous vous souvenez ? Le triple A ? Le AAA+ ? Le AAA moins, qui signifiait la fin du monde ? Nous allions être à la merci des puissances financières. L'horizon, qui nous était présenté était celui des pays du Sud de l'Europe. L'austérité allait fondre sur nous. L'austérité, la vraie d'ailleurs ! Pas celle dont parlent ceux qui jouent à faire peur. Avec des baisses généralisées de salaire, avec des baisses de pensions de retraite, avec des licenciements dans la fonction publique – oui dans la fonction publique ! – avec un chômage atteignant plus de 25% de la population active, le quart des personnes en âge de travailler, deux fois et demi le maximum que nous avons connu chez nous. Cela nous l'avons épargné à notre pays et le pire est passé.

Cela nous l'avons épargné à notre pays, sans pour autant que l'Europe ne se défasse. Parce que - on a beau dire - si l'Europe parfois peut sembler nous empêcher, rien dans le monde qui est le nôtre, avec la Chine toute puissante, l'Inde qui s'affirme, le Brésil qui reste conquérant, avec toutes ses puissances qui rebattent les cartes, rien ne peut se faire sans elle. L'Europe est notre cadre indépassable, le cadre dans lequel notre Nation peut trouver un nouveau souffle. Ceux qui disent le contraire, qui vocifèrent en disant que la France toute seule – 68 millions d'habitants, 550 000 km<sup>2</sup> – peut tirer son épingle du jeu, non seulement se trompent mais vous trahissent. L'Europe, il faut la changer, la faire progresser. Pas la détruire.

La décision des Britanniques de quitter l'Union européenne leur appartient. Et en vérité, ils ont toujours eu un pied dehors. Ils ne sont pas membres de la zone euro, par exemple. Mais pour autant, l'urgence qui est la nôtre est d'éviter que cette séparation ne se transforme en

nouvelle crise économique, dont nous serions tous les victimes. Le défi qui est le nôtre est de refonder l'Europe. De lui redonner du sens. Et une ambition qui parle aux peuples. Véritablement car ce qui manque à l'Europe, c'est un projet de solidarité qui lui donne les moyens d'être plus grande et plus forte que le repli nationaliste. Ce qu'il faut reconstruire, c'est une Europe concrète, protectrice qui prenne en charge les problèmes auxquels les Etats ne peuvent répondre seuls : la sécurité, le terrorisme, les flux migratoires, le dumping social et fiscal. Le départ de la Grande Bretagne, qui a toujours freiné ces avancées – ne l'oublions pas ! - doit être un nouveau départ pour l'Europe.

Alors bien sûr, nous aurions aimé gouverner dans un autre contexte. Economique. Budgétaire. International. Nous aurions préféré arriver après l'orage. Bénéficiaire de l'éclaircie. Mais cela n'a pas été le cas. La crise qu'a traversée le monde en 2008 a eu une onde de choc longue et profonde sur nos économies européennes. Nous n'en sommes pas encore pleinement sortis. Il a fallu faire avec et c'est ce que nous avons fait. En responsabilité. D'ailleurs, il faut se souvenir, que lors de son fameux discours du Bourget en janvier 2012, François Hollande, qui était alors candidat, n'a pas dit autre chose. Il n'a pas promis la lune. Il a bien dit que son quinquennat se déroulerait en deux temps : le temps de l'effort d'abord pour que notre pays se redresse, qu'il aille mieux et ensuite, ensuite seulement, le temps de la redistribution pour que chacun s'y retrouve. Il n'a jamais dit autre chose.

Et pour autant, dans ce contexte, nous n'avons pas oublié la vocation de la gauche quand elle est au pouvoir, qui est de faire progresser les droits des hommes et des femmes de ce pays, d'apporter sa contribution à la transformation sociale de la France. Même ceux qui votent à droite attendent cela de nous – c'est dire si c'est ancré dans la mentalité du pays !

Et, du progrès en plus, il y en a eu au cours de ces quatre années. Si l'action de François Mitterrand est souvent résumée par l'abolition de la peine de mort, la retraite à soixante ans, la cinquième semaine de congés payés, si l'action de Lionel Jospin est marquée par les emplois jeunes, la CMU, l'APA, les 35 heures, ce quinquennat – et il n'est pas fini – sera lui symbolisé par le mariage pour tous, la refondation de l'école, la mutuelle pour chacun, le compte pénibilité, le compte personnel de formation, le compte individuel d'activité et bien d'autres mesures encore. Vous vous souvenez du slogan de campagne ? "Le changement, c'est maintenant" ? On peut toujours s'en moquer quatre ans après et pourtant, il tient toujours. Maintenant, quand on a commencé à travailler très jeune, on peut partir plus tôt en retraite. Ce n'était pas le cas il y a quatre ans. Maintenant, quand on exerce un métier pénible, on peut partir plus tôt en retraite. Ce n'était pas le cas il y a quatre ans. Maintenant, les couples de même sexe peuvent se marier. Ce n'était pas le cas il y a quatre ans. Maintenant, les rythmes scolaires sont adaptés à ceux des enfants. Cela n'a pas toujours été facile à mettre en œuvre mais aujourd'hui, c'est en place. Ce n'était pas le cas il y a quatre ans. Je continue ? Maintenant, chaque salarié bénéficie d'une complémentaire santé. Ce n'est pas rien. Maintenant, chaque salarié bénéficie d'un compte personnel de formation. Maintenant, prendre un apprenti est beaucoup plus facile et moins coûteux. Maintenant, quand on a vaincu le cancer, on bénéficie d'un droit à l'oubli par rapport aux assurances ou aux banques. Maintenant, on peut agir en groupe devant la Justice pour obtenir réparation des préjudices matériels subis. Maintenant, les mères qui élèvent seules leurs enfants sont protégées contre les impayés de pension alimentaire. C'est désormais la CAF qui avance l'argent. Bientôt, chez le médecin, on n'aura plus à faire d'avance. C'est voté. Maintenant, le congé parental est plus long si le père l'utilise. Maintenant, chaque jeune qui le souhaite peut faire un service civique, chaque jeune en galère, sans formation et sans emploi, sans projet et sans perspective peut bénéficier d'un parcours intensif

Nous sommes  
utiles  
à la Seine  
Saint-Denis !

de formation et d'accès à l'emploi et d'une allocation. Cela s'appelle la garantie jeune.

Et je pourrais continuer. Nous avons pris mille et une décisions, qui changent la vie, qui l'améliorent par petites touches, qui viennent en aide à celles et ceux qui en ont le plus besoin. De cela et du reste d'ailleurs, nous n'avons vraiment pas à avoir honte. Au contraire même, je crois que nous pouvons en être fiers.

Pour notre département, tout cela est concret. Tangible et vérifiable. Là encore, il faut se replacer dans le contexte. En 2012 et avant. La Seine Saint-Denis, c'était commode pour Nicolas Sarkozy : cela lui servait à faire peur au reste de la France ! Nous étions montrés du doigt, caricaturés, stigmatisés, amalgamés. De la racaille à tous les étages. Du trafic et des voitures brûlées et rien d'autre. D'une certaine manière, il ne fallait surtout pas que les choses s'arrangent. Au contraire. Il fallait que nos villes restent des repoussoirs. Au niveau national, la droite supprimait des postes de policiers par milliers, il ne faut pas l'oublier et nos villes en souffraient. Au niveau national, la droite supprimait des postes de professeurs par milliers là aussi et nos écoles et collèges en souffraient. Au niveau national, la droite exacerbait les tensions et un territoire comme le nôtre en souffrait.

Cette image là de nos quartiers, de nos villes et de notre département n'était pas seulement fausse et caricaturale mais humiliante et infamante.

Mais nous en sortons petit à petit aujourd'hui, je crois. Rien n'est gagné encore bien sûr – loin de là – mais il y a des avancées qu'il faut encourager et consolider.

**A commencer par la sécurité.** Je le redis : sous le quinquennat de Nicolas Sarkozy, plus de dix mille postes de policiers et de gendarmes ont été supprimés. Treize mille exactement. Nous, nous en avons créés

près de dix mille à ce jour. En 2016 et en 2017, plus de 4.600 gardiens de la paix sortiront des écoles de police, alors qu'ils n'étaient que 488 en 2012. C'est là un effort sans précédent. Ces recrues supplémentaires, la Seine Saint-Denis en a bénéficiées. Les BAC – les brigades anti-criminalité – du département ont été développées. Des zones de sécurité renforcée ont été mise en place. Elles permettent de bénéficier dans la durée de moyens supplémentaires de lutte contre la délinquance. Dans le cadre d'une de ces ZSP, à Saint-Ouen en particulier, l'Etat a lancé en mai 2015, un vaste plan pour faire reculer les trafics de stupéfiants. Plus de 1500 personnes ont ainsi pu être interpellées. Le but ? Qu'aucun réseau, qu'aucun trafiquant ne puisse confisquer l'espace public. La rue ne leur appartient pas. Les halls d'immeubles non plus. En donnant inlassablement des coups de pieds dans la fourmilière nous savons bien que, dans un premier temps, nous exacerbons les violences entre réseaux mais c'est le passage obligé pour espérer retrouver une paix durable ensuite.

**Et que dire de l'école !** Tous les problèmes ne sont pas résolus loin de là mais quand même, quel changement ! Après des années de suppressions de postes par la droite, le gouvernement a engagé un plan de renforcement de la formation sans précédent en Seine-Saint-Denis. Pour 2016, la dotation affectée à notre département reste la plus importante de France. 240 emplois ont été créés à la rentrée 2015 ; plus de cinq cents – 503 exactement – sont prévus pour la rentrée 2016. Nous sommes passés de 65 réseaux d'éducation prioritaire à 79 en moins de trois ans. Ces mesures d'urgence étaient nécessaires. Et je sais bien que cela ne résout pas tous les problèmes. Il y en a encore trop de professeurs absents et non remplacés dans nos écoles, nos collèges et nos lycées, malgré 115 postes de remplaçants supplémentaires affectés à la dernière rentrée scolaire. Je continue sur cette question à me battre inlassablement et je ne lâcherai pas pour une raison simple. J'ai une conviction : c'est cette jeunesse-là qui est l'image de la France du XXI<sup>e</sup> siècle, celle qui grandit dans nos villes et nos quartiers. Et il faut continuer à la soutenir.

Une double  
radicalité  
menace le pays



On nous a souvent reproché depuis quatre ans de ne pas avoir de cap. De gouverner à la godille. Rien n'est plus faux en vérité. Depuis le début, nous avons creusé le même sillon : faire en sorte que la France soit plus forte. En retrouvant sa souveraineté financière : aujourd'hui, le pays emprunte à des taux d'intérêts négatifs. En réarmant nos entreprises : il fallait restaurer leur compétitivité. Tout cela, en préservant notre modèle social, en renforçant les services publics régaliens, en redressant les comptes publics. Et cela va mieux aujourd'hui : le chômage reflue et les créations d'emplois reprennent ; les déficits publics sont réduits, divisés par deux en quatre ans pour les comptes sociaux et la sécurité sociale, ramenés à 3.5% pour les comptes publics. La croissance repart.

Madame, Monsieur, notre pays a montré qu'il avait du ressort et de la ressource. Nous avons connu deux grandes tragédies en 2015. Le terrorisme nous a durement frappés. Il menace toujours et la guerre que nous lui faisons est totale et ne connaîtra pas de répit. Mais, dans le drame et dans le deuil, notre Nation a su faire face et faire front. Nous pouvons, nous, les Français, puiser dans notre attitude depuis janvier 2015, depuis novembre 2015, des raisons de croire en nous-mêmes. C'est peut-être aussi à cela que nous aurons contribué, nous la Gauche. Réveiller en nous tous et en chacun d'entre nous la fierté d'être français.

Cette force, ne la perdons pas. Elle est notre bien commun. Il y a aujourd'hui dans le pays un double danger qui nous guette, une double radicalité, que nous devons combattre. Une radicalité gauchiste, qui contribue à exacerber les tensions, qui vise à bloquer l'économie, qui génère dans son sillage de la violence et de l'intransigeance. Et qui veut au final que rien ne bouge, rien n'évolue, rien ne change. Et puis, il y a une radicalité libérale, qui anime aujourd'hui toute la droite française et qui ne vise au final qu'à une chose : casser notre modèle social.

Ecoutez. Lisez. Prenez en connaissance dans le détail, cela vaut le détour : les propositions de la droite sont en train d'être mises sur la table. Elles ne sont pas encore enrobées par des slogans qui les travestissent et les masquent. Elles sont brutes. Cash.

Le report de l'âge de la retraite à 65 ans par exemple. Pour tout le monde, sans tenir compte de la pénibilité des emplois exercés. La suppression de l'ISF : c'est bien dans le logiciel de la droite que de demander aux personnes aisées de payer moins d'impôt. Le plafonnement des minimas sociaux, oui le plafonnement des minimas sociaux ! C'est une mesure de solidarité nationale, très certainement pour Monsieur Juppé. La suppression des 35 heures et le retour à la durée légale du travail à 39h. Demander aux banques de fournir une attestation prouvant que les bénéficiaires du RSA n'ont pas d'autres revenus. Mieux vaut s'attaquer à la fraude sociale – que tout le monde sait marginale – qu'à la fraude fiscale, que tout le monde sait importante, cela va sans dire. Supprimer un million de postes de fonctionnaires en dix ans. Facile à dire mais qui ? Des professeurs ? Des policiers ? Des infirmières ?

Cette radicalité libérale est celle aujourd'hui de la droite toute entière, quel que soit demain son candidat. Sachez-le. Cette radicalité et la brutalité de ces propositions ne feraient que rajouter de la crise à la crise, déstabiliseraient notre pays, casseraient nos systèmes de solidarités et au final ne feraient que favoriser le déclin de notre pays. N'en doutez pas.

Madame, Monsieur, je sais que la politique que nous conduisons est la bonne pour le pays, même si les résultats sont plus longs à venir que nous le pensions. Je crois que nous produisons du progrès social et économique par de nombreuses réformes qui sont pourtant encore trop méconnues. Je réfute le moindre renoncement par rapport à l'essence même de ce que je défends, la réduction des inégalités, la justice sociale

et la capacité pour chacun à maîtriser toutes les étapes de sa vie.

Je pourrais vous parler de la COP 21 que nous avons réussie et des obligations qu'elle génère pour les Nations de notre planète. Je pourrais vous parler des révolutions qui sont à l'œuvre dans notre manière de voir les choses : le travail change, il est en pleine mutation ; nos vies ne se déroulent plus comme avant, elles sont moins linéaires. Le numérique bouscule nos pratiques et nos manières de voir et de penser. La place de chacun doit être repensée. Je pourrais poursuivre mais je m'arrête là.

Je veux enfin vous parler de notre lutte contre le terrorisme sur notre sol mais aussi à l'extérieur de notre territoire national.

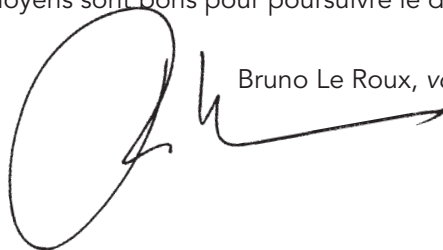
Vous le savez, la France est pleinement engagée contre le terrorisme. Au plan extérieur et au plan intérieur. Daesh recule en Irak et en Syrie. Nos forces armées ont pris toute leur part dans ces premiers résultats. Sur le plan intérieur, tous nos services sont renforcés, pleinement mobilisés et agissent dans le cadre de la loi et sous le régime de l'Etat d'urgence. Nous nous sommes donné les moyens nécessaires à ce défi nouveau : trois lois antiterroristes ont été votées, ainsi qu'une loi sur le renseignement intérieur que la suppression des renseignements généraux avait mis à mal ; 10 000 emplois sont créés pour renforcer nos services ; un plan public d'action contre les filières djihadistes et la radicalisation violente a été engagé en avril 2014.

Sachez aussi que le projet de loi relatif au renforcement de la procédure pénale adopté cette année renforce les peines: il prévoit notamment d'étendre aux crimes terroristes les plus graves les peines de perpétuité avec période de sûreté de 30 ans et de perpétuité incompressible. Mais sachez aussi que nous ne gagnerons cette guerre contre le terrorisme que si nous restons unis, rassemblés parce que le terrorisme cherche à nous diviser, à nous dresser les uns contre les autres, à mettre en cause l'état de droit comme la démocratie.

Voilà ce que je voulais vous dire dans la période. Permettez-moi un mot pour finir, un mot sur la primaire citoyenne que le parti socialiste et ses alliés organiseront en janvier prochain. François Hollande est président de la République en exercice. La légitimité institutionnelle qui est la sienne lui permet de se représenter s'il le souhaite pour un nouveau mandat, sans passer par la case primaire. Sa légitimité est institutionnelle mais elle est aussi politique et elle est portée par le bilan qui est le sien et qui commence à prendre forme – j'en ai parlé. Nous aurions donc pu nous passer de l'organisation de cette primaire. Mais pour autant, compte tenu des divisions à gauche, la primaire est une bonne chose pour vider nos querelles, choisir notre leader et nous présenter unis et plus forts à l'élection présidentielle.

Vous le savez : je soutiens François Hollande, je souhaite qu'il se présente pour un nouveau mandat, je le soutiens et je ferai campagne pour lui. A vos côtés, je l'espère mais nous aurons l'occasion d'en reparler.

Vous pouvez compter sur moi et sur mon engagement pour notre territoire. Je reste à votre disposition. Joignez-moi par courrier, par mail, sur twitter. Tous les moyens sont bons pour poursuivre le dialogue.

A handwritten signature in black ink, consisting of a large, stylized 'B' followed by 'L' and 'R' with a long horizontal stroke extending to the right.

Bruno Le Roux, votre député

**1<sup>e</sup> circonscription de Seine-Saint-Denis**

*Saint-Ouen, Epinay-sur-Seine*

*L'Île-Saint-Denis, La Plaine-Saint-Denis*

*Quartier Pleyel*

*Du progrès en plus,  
il y en a eu depuis quatre ans.  
Nous avons pris de nombreuses décisions,  
qui changent la vie,  
qui l'améliorent par petites touches,  
qui viennent en aide à celles et ceux  
qui en ont le plus besoin.  
De cela et du reste d'ailleurs,  
nous n'avons vraiment pas  
à avoir honte. Au contraire même,  
je crois que nous pouvons en être fiers.*

Twitter  
@brunoleroux



Mon blog [www.brunoleroux.org](http://www.brunoleroux.org)  
RDV par Tél 01 40 63 63 77  
M'écrire [bleroux@assemblee-nationale.fr](mailto:bleroux@assemblee-nationale.fr)  
Mes permanences 19, avenue de la République à Epinay-sur-Seine et  
19, rue Charles Schmidt à Saint-Ouen